

# Grèce : derrière le référendum, les discours et les négociations, l'affrontement de classe

mercredi 8 juillet 2015, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 8 juillet 2015).

Le *Financial Times* du 1<sup>er</sup> juillet 2015 constatait que la polarisation induite par le référendum soumis aux citoyens et citoyennes grecs le 5 juillet relevait de « *la division entre les classes supérieures, qui considèrent l'euro comme le symbole de la prospérité et de leur identité européenne (et craignent pour la valeur de leur propriété et épargne bancaire) et la classe laborieuse qui a vu son salaire, ses possibilités d'emploi et le financement de l'Etat [services publics] sabrés sous les effets d'une série de programme d'aide depuis 2010* ».

Un examen comparatif des résultats confirme avec éclat ce constat réaliste. Ainsi, dans la circonscription populaire du Pirée, le « non » a été à hauteur de 72,51% des votes, malgré le mot d'ordre ultra-sectaire du KKE de voter « deux fois non », ce qui revient à invalider le bulletin. Ultra-sectaire dans le sens d'une stricte défense des intérêts d'un appareil bureaucratique qui a perdu tout respect et sens politique des intérêts d'ensemble des travailleurs, des chômeurs, des retraités.

Géographiquement et socialement à l'opposé, dans la « circonscription » de Psychiko, quartier résidentiel, le « oui » a capté 77,98% des votes et dans celle d'Ekali, 84,62%, un quartier connu, entre autres, comme celui des familles d'armateurs. Dans l'analyse du vote a dominé, ce qui est compréhensible dans un premier temps, l'ampleur générale du « non », du refus de l'austérité. Une ampleur qui démentait tous les sondages organisés par le réseau des chaînes de TV privées et relayés massivement – sans précaution ou, plutôt, avec beaucoup de précaution – par les médias internationaux.

On pourrait leur appliquer la semonce que Manolis Glezos – le militant de la résistance qui décrocha en mai 1941 le drapeau nazi hissé sur l'Acropole – a lancée, depuis son siège au Parlement européen, au président social-démocrate Martin Schulz : « *J'ai peur de l'homme d'un seul livre.* » Une citation de Thomas d'Aquin. Glezos a parlé en grec ancien et a cité en latin le texte de Thomas d'Aquin. En effet, ils sont nombreux les illettrés qui multiplient les inepties – à tonalité paternaliste au mieux, fleurant la xénophobie au pire – à propos de la politique du gouvernement Tsipras et de celle de Syriza. Ce sont les porte-parole d'un seul discours, celui des « institutions », qui semble échapper à toute idéologie si ce n'est celle d'une naturalisation des rapports sociaux et économiques. Le substrat de la formule TINA (*There is no alternative*).

Martin Wolf, éditorialiste de droite du *Financial Times* – certes plus élaboré que le beau-fils rêvé d'une mère petite-bourgeoise helvétique, Darius Rochebin du téléjournal suisse français (RTS) – affirme dans l'édition du 8 juillet que les créanciers qui insistent sur la « solidarité » non valable car les Grecs, avant et après la crise, n'ont pas répondu à leurs obligations sont trop simplistes : « *Le reproche pour le gâchis repose tout autant sur les responsabilités (principalement françaises et allemandes) manifestées par les créanciers privés et les gouvernements qui ont décidé d'assurer des prêts à la Grèce pour renflouer les créanciers [les banques]. Le refinancement a eu un bénéfice négligeable pour la Grèce.* » Autrement dit, plus de 95% des prêts sont retournés auprès des prêteurs. Quant aux contribuables européens qui devraient payer la dette grecque, cela relève, aujourd'hui, de la campagne d'intoxication. En effet, les prêts à la Grèce jouissent d'une garantie d'Etat. Le Fonds européen de stabilité financière a emprunté sur les marchés pour opérer ces prêts

à la Grèce. Des opérations spéculatives ont été faites à cette occasion, avec les risques intrinsèques qui leur sont propres. En outre, aujourd'hui, plus d'un *hedge fund* joue la carte du Grexit, sans état d'âme pour personne, si ce n'est pour ceux qui les contrôlent.

### « Une déclaration contre nature »

Mais revenons à l'après-référendum. D'importants secteurs de Syriza ont été refroidis par la réunion de tous les partis grecs convoquée à l'initiative d'Alexis Tsipras le 6 juillet. Étaient présents le néo-dirigeant de la Nouvelle Démocratie, Evángelos Meïmarákis, Stavros Theodorakis de To Potami (La Rivière), Fofi Gennimata du Pasok, Dimítris Koutsoúmbas du KKE. Participait évidemment l'allié de Syriza au gouvernement, le ministre de la Défense et dirigeant des Grecs indépendants (ANEL), Panos Kammenos. La déclaration commune affirme : « *La décision récente du peuple grec n'est pas une instruction pour une rupture, mais un mandat pour poursuivre et consolider l'effort d'aboutir à un accord socialement juste et économiquement viable.* »

Antonis Ntavanellos - membre du secrétariat exécutif de Syriza et animateur de DEA -, dans un article du 7 juillet publié sur le site de *Rproject* (Red Network), et repris sur le site d'*Iskra* (site du Courant du gauche), souligne que le véritable mandat n'est autre qu'un refus de l'austérité et une rupture, si cela est nécessaire. Il souligne que la déclaration commune aboutit, de fait, à mettre la réalité cul par-dessus tête, en affaiblissant la position des gagnants et en suscitant des illusions sur les options effectives des perdants : « *Un réalisme à tout prix conduit à une réconciliation incompréhensible et surprenante entre les gagnants et les perdants du référendum.* »

A juste titre, il met en exergue que signer en commun - Syriza, Nouvelle Démocratie, Pasok et To Potami - un tel document « *est non seulement artificiel et arbitraire, mais contre nature, après la polarisation de classe lors du référendum* ». Il juge que cette opération politique ne peut pas être un instrument pour faciliter la négociation, et l'espace politique que pourrait laisser entendre une telle déclaration commune n'existe pas. Une chose sont des négociations, une autre chose est le piège qui a déjà été entrouvert lors de l'accord du 20 février. Dès l'après-midi du 8 juillet, les dirigeants de la Nouvelle Démocratie, du Pasok et de To Potami ont attaqué le discours tenu par Tsipras le jour même devant le Parlement européen en insistant sur les engagements de Tsipras en faveur d'un accord dans les plus brefs délais. Dès lors ils ont exigé que soient rendus publics les dires de Tsipras lors de la réunion du 6 juillet et que ce soit la règle pour le futur. Une contre-attaque des professionnels de la manœuvre dans les couloirs de l'UE, couloirs grand ouverts par l'eurocratie.

L'insistance est mise sur la place centrale dans le champ politique que doit occuper le parti Syriza. Dit autrement, le référendum a confirmé l'importance de l'activité des milliers de militants de Syriza, des centaines de comités unitaires, souvent stimulés par la gauche de Syriza. Le gouvernement, dont la colonne vertébrale est Syriza, ne peut exproprier les militants et sympathisants de Syriza de leur pouvoir de décision, de leur capacité d'attribuer une orientation à leur gouvernement qui dispose, après le 5 juillet, d'un appui plus solide que celui obtenu le 25 janvier.

Dans un autre article publié par *Rproject* - dans le prolongement de celui d'Antonis Ntavanellos -, l'insistance est mise sur une opération médiatique qui attribue la victoire du « non » au référendum avant tout à la personnalité d'Alexis Tsipras. Une telle approche, intéressée, a une fonction de déposer dans les mains du seul Tsipras le vote du 5 juillet. Une telle entreprise entre en résonance avec l'ultra-personnalisation médiatique des décisions politiques. Elle gomme les contours de classe et les affrontements dont ils sont gros, à l'échelle de la Grèce comme à l'échelle internationale.

Tous les projecteurs se braquent sur les « négociations » en cours. Tout semble se réduire aux caractères et penchants d'un Jean-Claude Juncker, d'une Angela Merkel, d'un François Hollande ou

du Néerlandais Jeroen René Victor Anton Dijsselbloem !

La lecture du discours d'Alexis Tsipras devant le Parlement européen, que nous publions [par ailleurs] [1], accompagné de la vidéo, mérite d'être faite en ayant à l'esprit les interrogations et débats au sein de Syriza, conduits entre autres par le Red Network et le Courant de gauche dans une perspective d'unité de classe et de mise en garde face à « une fragmentation » du mouvement qui s'est reconstitué pour le 5 juillet. Un tel décodage est aujourd'hui plus utile pour saisir le moment dit historique en Grèce que la multiplication de scénarios qui ne servent même pas, très majoritairement, à indiquer les probables issues. Dans tous les cas de figure, la prise de contrôle immédiate de la Banque centrale et des quatre banques dites systémiques est une nécessité pour faire face à la strangulation financière actuelle. Strangulation que ne desserreront pas les propositions que fera le ministre des Finances grec, Euclide Tsakalatos, si l'on tient compte de la lettre qu'il a envoyée au Mécanisme européen de stabilité (MES) ce 8 juillet.

**Charles-André Udry**, 8 juillet 2015

---

## **P.-S.**

\* « Grèce. Référendum, Parlement européen et négociations » :

<http://alencontre.org/europe/grece-referendum-parlement-europeen-et-negociations.html>

---

## **Notes**

[1] Disponible sur ESSF (article 35369), [Grèce : Intervention devant le Parlement européen le 8 juillet 2015](#).